

démocratie

Mensuel publié par le MOC-CIEP pour promouvoir la réflexion critique et les débats de société

| Avril 2021 | N° 4

SEMAINE SOCIALE



« Ne pas être un mouton » : Conspirationnisme et sentiment d'(im-)puissance

Incertitude, impuissance, impression de perdre pied face à un monde dont la complexité échappe, face à un monde angoissant ; défiance à l'égard des institutions, des mondes politique, médiatique, scientifique ; frustrations, vécus et/ou sentiments d'injustice, montée des inégalités sociales... À quoi les théories de la conspiration viennent-elles donner réponse ? De quoi sont-elles le symptôme ? Comment y faire face ?

PAGE 6

SEMAINE SOCIALE

À l'est, la démocratie en proie à l'extrême droite ?

PAGE 2

SEMAINE SOCIALE

L'antidémocratie digitale : l'extrême droite 2.0

PAGE 10

SEMAINE SOCIALE

Le réveil des vieux démons fascistes

PAGE 13

Courtisée par des partis politiques qui veulent se maintenir ou se hisser au pouvoir, exerçant même parfois le pouvoir, la présence de l'extrême droite dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) est loin d'être anodine. Les multiples stratégies pour infiltrer le pouvoir et la société semblent porter leurs fruits et pourraient faire vaciller la démocratie. État des lieux.

Selon Ico Maly, une analyse approfondie des idées et des pratiques des nouvelles formes d'extrême droite s'impose aujourd'hui. Dans son dernier livre *Nieuw rechts*, il analyse ces courants d'idées en allant jusqu'aux pratiques digitales et dresse un tableau très fouillé des nouvelles tendances d'internationalisation de l'extrême droite.

Si Matteo Salvini représente l'extrême droite italienne dans les médias internationaux, les visages des nouvelles droites sont multiples et ont des racines profondes dans l'histoire et la culture italiennes. Quels sont les liens de continuité avec la naissance de la République ? Et quelles sont les causes qui ont favorisé l'essor du populisme d'extrême droite d'héritage fasciste ?

Europe centrale et orientale

À l'est, la démocratie en proie à l'extrême droite ?

> Benjamin BIARD (*)

Courtsée par des partis politiques qui veulent se maintenir ou se hisser au pouvoir, exerçant même parfois le pouvoir, la présence de l'extrême droite dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) est loin d'être anodine. Les multiples stratégies pour infiltrer le pouvoir et la société semblent porter leurs fruits et pourraient faire vaciller la démocratie pourtant durement acquise dans cette partie de l'Europe. Mais quelle est donc la place qu'y occupe l'extrême droite ? Quelle est sa spécificité par rapport aux mouvements existant en Europe occidentale ? Comment influence-t-elle les politiques publiques et, plus largement, quels sont ses effets sur la population et la démocratie ? État des lieux.



© Grzegorz Zilkowski

Les récents événements qui se sont produits aux États-Unis ont mis en évidence combien la démocratie peut être fragile, particulièrement lorsqu'elle est en proie à certaines organisations ou certains individus d'extrême droite. Ils ne sont pas sans rappeler les émeutes et le siège de la télévision hongroise ainsi que les manifestations qui se sont prolongées pendant plusieurs semaines à Budapest en 2006, lors desquelles la rhétorique anti-establishment du parti d'extrême droite Jobbik a eu un écho particulièrement considérable. Alors que ces événements ont permis de propulser l'extrême droite au-devant de la scène politique hongroise et alors que, plus généralement, la démocratie est encore récente dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), se pose la question de la place occupée par l'extrême droite au sein de ces pays. Dans quelle mesure y constitue-

t-elle un phénomène nouveau ? Les partis d'extrême droite parviennent-ils à s'y implanter, à s'y enraciner et à exercer une influence sur les politiques publiques ? Quels effets l'extrême droite produit-elle, *in fine*, sur la démocratie dans les PECO ?

Un phénomène déjà ancien

L'extrême droite est présente dans les PECO depuis de très nombreuses années et a, dans certains cas, déjà pu exercer le pouvoir, parfois avec des conséquences majeures pour les citoyennes et les citoyens. En effet, durant la Seconde Guerre mondiale, certains régimes dictatoriaux y ont vu le jour, généralement avec le soutien de l'Allemagne nazie. Ainsi, le Parti des Croix fléchées – Mouvement hongariste, fondé par Ferenc Szálasi en 1935 sous l'appellation Parti de la volonté nationale, a

gouverné la Hongrie d'octobre 1944 à mars 1945. Fasciste, pro-Allemand et antisémite, ce parti a participé durant cette période au génocide des Juifs et des Juives sur le territoire hongrois. En Croatie, le mouvement Oustacha – fasciste, anti-Yougoslave et antisémite – créé dans l'entre-deux-guerres a accédé au pouvoir en 1941, avec le soutien de l'Allemagne et de l'Italie. Développant également une dictature meurtrière, les Oustachis ont installé des camps de concentration et d'extermination à travers le territoire croate, au sein desquels ils se sont rendus coupables de l'assassinat de très nombreux·ses Juif·ves, Tziganes et Serbes.

Si la chute de ces régimes à la fin de la Seconde Guerre mondiale a conduit à une diminution drastique de l'influence des forces d'extrême droite au sein des PECO, de nombreuses organisations d'extrême droite ont à nouveau vu le jour et réussi à s'imposer dès le début des années 1990. Dans plusieurs cas, ces partis ont rapidement réussi à décrocher des sièges au sein d'assemblées parlementaires. Il en a ainsi été pour le Parti de l'unité nationale des Roumains (PUNR), pour le Parti de la justice hongroise et de la vie (MIÉP) ou encore pour l'Association pour la République - Parti républicain de Tchécoslovaquie (SPR-RSČ). Plus encore, l'extrême droite s'est hissée au pouvoir dans quelques pays : le PUNR a intégré le gouvernement Văcăroiu de 1992 à 1996, tandis que le Parti national slovaque (SNS) a rejoint le gouvernement Mečiar II de 1992 à 1994 (d'abord comme gouvernement tchécoslovaque, puis dirigeant uniquement la Slovaquie à partir de 1993) et le gouvernement Mečiar III de 1994 à 1998.

Quelques spécificités

Malgré la rapide ascension de l'extrême droite dans les PECO dès le retour à des élections libres, notons que les paysages partisans de la plupart de ces pays ont été largement reconfigurés depuis le début des années 1990. En Pologne, par exemple, près d'une quarantaine de partis politiques ont été représentés au sein du Parlement depuis 1991. Dès lors, la plupart des formations d'extrême droite qui se sont développées dans les années 1990 dans ces pays ont soit disparu, soit perdu en importance sur le plan électoral. Il n'en demeure pas moins que, aujourd'hui encore, les PECO n'échappent pas aux tensions qu'exerce l'extrême droite au sein de leurs démocraties respectives¹.

L'extrême droite qui se développe dans les PECO se distingue toutefois de son homologue d'Europe occidentale. En effet, l'extrême droite y érige souvent en priorité la défense d'un modèle de société

qui repose sur les valeurs chrétiennes, en s'opposant par exemple au droit à l'avortement ou au mariage homosexuel. En Grèce, lors de la campagne pour les élections législatives de 2019, la nouvelle formation d'extrême droite Solution grecque (EL) a par exemple fait de cet enjeu une priorité, en recourant à un slogan emprunté à Donald Trump : « Make Europe Christian again ».

En outre, l'extrême droite est généralement plus radicale dans les PECO qu'en Europe occidentale, développant parfois une idéologie néonazie – c'est-à-dire reposant sur le racisme biologique, le suprémacisme blanc et l'antisémitisme racial – et, dans certains cas, créant une milice afin de défendre physiquement, spirituellement et intellectuellement le territoire national. Tel est le cas en Hongrie, avec la création de la Garde hongroise pour la défense des traditions et de la culture par les leaders du Jobbik, en 2007. Celle-ci s'est distinguée par l'organisation de nombreux défilés dans des villages majoritairement peuplés de citoyen·nes roms pour intimider ces dernier·es. Lors de ces défilés, de nombreux actes de violence, voire des meurtres, ont été commis. Alors que cette milice a été dissoute sur décision de justice depuis lors, la création d'une nouvelle milice hongroise a été annoncée par les cadres du parti d'extrême droite Mouvement Notre Patrie (MHM) en mai 2019, sous l'appellation Légion nationale et dans un objectif similaire à celui de la Garde hongroise.

Alors qu'en Europe occidentale l'extrême droite vise principalement à réduire l'immigration, à y mettre un terme, voire à procéder à la « remigration de populations étrangères » (soit l'expulsion de personnes établies de longue date), dans les PECO, elle cible aussi la présence de minorités au sein des frontières nationales. Font ainsi l'objet d'attaques les minorités roms en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie ou en Slovaquie, les minorités russes en Estonie, en Lettonie ou en Lituanie, les minorités juives en Hongrie et en Roumanie, ou encore les minorités turques en Bulgarie et en Grèce. Souvent, la désignation de ces minorités comme « ennemi » par l'extrême droite est à trouver dans l'histoire nationale de chaque pays. Celle-ci est d'ailleurs à la source d'une dernière spécificité : dans les PECO, l'extrême droite est souvent irrédentiste, c'est-à-dire qu'elle réclame le rattachement à l'État de territoires où vivent des nationaux. Ainsi, en Hongrie, le Jobbik propose de récupérer les territoires dont le pays a été amputé à la suite du Traité de Trianon, après la Première Guerre mondiale. Le Parti « Grande Roumanie » (PRM) entend quant à lui rattacher à la Roumanie la Moldavie ainsi que la Bucovine du Nord et la Bessarabie, cédées à l'Union soviétique en 1940

1. B. BIARD, « L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2440-2441, 2019.

et situées aujourd'hui en Ukraine pour la première, à cheval sur l'Ukraine et la Moldavie pour la seconde.

Un courant influent

L'extrême droite bénéficie aujourd'hui d'une représentation parlementaire importante dans bon nombre de pays d'Europe centrale et orientale, et elle est même parvenue à exercer le pouvoir dans plusieurs d'entre eux. Ces dernières années, tel a par exemple été le cas en Pologne avec la Ligue des familles polonaises (LPR), qui a intégré le gouvernement Kaczyński de 2006 à 2007; en Slovaquie avec le SNS, qui a rejoint les gouvernements Fico I (de 2006 à 2010), Fico III (de 2016 à 2018) et Pellegrini (de 2018 à 2020); en Grèce avec les Grecs indépendants (ANEL), qui ont détenu des portefeuilles ministériels dans les gouvernements formés par Aléxis Tsípras de 2015 à 2019; en Bulgarie avec le cartel Patriotes unis (OP), qui est devenu membre du gouvernement Borisov III dès 2017; ou encore en Estonie avec le Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE), qui a détenu plusieurs portefeuilles au sein du gouvernement Ratas II de 2019 à janvier 2021.

Ces nombreux cas suggèrent que l'extrême droite est capable d'intégrer une coalition gouvernementale composée de partis très différents. En effet, en Bulgarie et en Estonie, c'est avec des formations de droite qu'elle a exercé le pouvoir, alors qu'en Slovaquie, c'est avec une formation de centre gauche qu'elle a gouverné. Plus étonnant encore, en Grèce, c'est à un parti de gauche radicale que l'extrême droite s'est alliée pour former une coalition gouvernementale.

2. B. BIARD, L. BERNHARD, H.-G. BETZ, *Do they make a difference? The policy influence of radical right populist parties in Western Europe*, Londres, ECPR Press – Rowman & Littlefield, 2019.

3. R. SATA, *Opening the door to the radical right. Is there a way back?*, communication présentée lors des Joint Sessions de l'European Consortium for Political Research (ECPR), Nottingham, 2017.



Le gouvernement d'Aléxis Tsípras a conclu une alliance avec Pános Kamménos et son parti d'extrême droite « Grecs indépendants ».

© NATO North Atlantic Treaty Organization

La question de l'accession de ces formations d'extrême droite au pouvoir pose indubitablement la question de l'influence qu'elles exercent dans les PECO. Si une telle influence sur les politiques publiques a été démontrée pour l'Europe occidentale², l'empreinte de l'extrême droite peut aussi être détectée dans les PECO. Par exemple, l'accord de gouvernement signé en 2019 en Estonie stipulait que le gouvernement s'engageait à refuser les quotas de réfugiés imposés par l'Union européenne et à accroître son attention à l'égard des immigrés en séjour illégal. Il prévoyait en outre une série de mesures visant à renforcer la sécurité à l'intérieur des frontières nationales.

L'influence de l'extrême droite dans les PECO se manifeste aussi de façon plus indirecte, alors même que les partis qui l'incarnent n'exercent pas le pouvoir exécutif. Dans ce cas, c'est à travers les partis traditionnels que cette influence est exercée et l'extrême droite constitue davantage un incubateur pour la maturation de certaines idées. En effet, dans de nombreux pays, un processus de radicalisation caractérise nombre de partis traditionnels, qu'ils soient de droite ou de gauche. Il en est ainsi de Nouvelle Démocratie (ND) en Grèce, du Fidesz-Union civique hongroise (Fidesz-MPSz), de Droit et Justice (PiS) en Pologne, du SMER-Social-Démocratie (SMER-SD) en Slovaquie ou encore du Parti démocratique slovène (SDS).

La Hongrie illustre sans doute le mieux ce processus lors duquel un parti qui n'est pas d'extrême droite (le Fidesz-MPSz) s'approprie les discours de celle-ci. Dans un contexte caractérisé par une menace électorale sans cesse croissante du Jobbik (et du MIÉP avant lui), le parti conservateur de Viktor Orbán a d'abord tenté d'opérer une réorientation idéologique sur les thèmes du nationalisme et de la défense des minorités hongroises à l'étranger en 2002. Dès 2010 et le retour au pouvoir du Fidesz-MPSz, V. Orbán a accéléré sa stratégie en vidant le Jobbik de sa substance à travers l'adoption d'un grand nombre de propositions initialement formulées par ce parti³. Citons notamment l'inscription dans la Constitution hongroise de la référence à la chrétienté et à la Sainte Couronne, l'inscription dans cette même Constitution de la protection de la famille traditionnelle, l'octroi de droits de citoyenneté aux minorités hongroises de l'étranger, la redéfinition de politiques symboliques, l'organisation du contrôle institutionnel des médias ou encore la mise en œuvre d'une consultation nationale relative à la limitation de l'immigration. En 2015, V. Orbán a également annoncé vouloir restaurer la peine de mort en Hongrie. Le cas hongrois illustre ainsi dans quelle mesure l'extrême droite peut être particuliè-



Le Jobbik plaide pour le retour des valeurs chrétiennes, de la famille et de l'autorité au cœur de l'action de l'État hongrois.

© Leigh Phillips

rement influente alors même qu'elle n'exerce pas le pouvoir.

Vers une normalisation ?

Parallèlement à ce processus lors duquel des partis traditionnels tendent à se radicaliser, nombre de partis d'extrême droite essaient aussi de se « normaliser » pour se rapprocher du pouvoir et exercer une influence qui serait davantage directe. C'est ainsi que le Jobbik en Hongrie, Ataka (membre du cartel OP de 2017 à 2019) en Bulgarie, le PRM en Roumanie ou encore le SNS en Slovaquie ont entrepris une stratégie de modération ces dernières années, et ce afin de prendre eux-mêmes les rênes du pouvoir. Les effets de telles stratégies sont variés. Mais ici aussi, l'exemple hongrois est éloquent. Alors que le Fidesz-MPSz a mis en œuvre lui-même bon nombre des propositions formulées par le parti d'extrême droite Jobbik, ce dernier a tenté de modérer son discours et ses propositions électorales pour paraître moins extrême que le parti de V. Orbán, et ce dès septembre 2013. Les cadres du Jobbik sont largement demeurés les mêmes dans le temps, mais ce parti est toutefois parvenu à être considéré – y compris par des formations de gauche – comme un parti « qui n'est plus d'extrême droite, les éléments radicaux étant évacués »⁴. En conséquence, dans la perspective du scrutin législatif hongrois de 2022, les partis de l'opposition (principalement socialistes, libéraux, écologistes et le Jobbik) ont déjà annoncé leur volonté de se rassembler pour faire barrage au Fidesz-MPSz. L'exemple hongrois permet ainsi d'illustrer jusqu'où la stratégie de dédramatisation ou de normalisation menée par un des partis d'extrême droite les plus radicaux et violents d'Europe peut mener. Si la menace que représente l'extrême droite pour la démocratie est alors moins visible, est-elle pour autant moins présente ?

Quelles leçons pour la démocratie ?

L'extrême droite semble s'être durablement implantée dans le paysage politique de nombreux pays d'Europe centrale et orientale (à quelques exceptions près, comme Chypre). Cela ne signifie toutefois pas qu'elle est incarnée par une seule et même formation politique. Au contraire, les partis d'extrême droite s'y sont multipliés ou succédé dans le temps. Aujourd'hui, alors que bon nombre d'entre eux optent pour une stratégie de normalisation, plusieurs partis traditionnels tendent à se radicaliser pour capter une part des électeur·rices séduit·es par les partis d'extrême droite. Ce processus conduit parfois à un affaiblissement électoral de ces derniers, comme c'est désormais le cas en Pologne, en Slovaquie ou en Grèce. Néanmoins, un tel affaiblissement ne signifie pas que les idées d'extrême droite n'ont pas, plus largement, pénétré dans la sphère politique. Un véritable « effet de contagion »⁵ semble ainsi s'être opéré : lorsque les partis d'extrême droite ne sont pas au pouvoir, leur influence peut quand même s'avérer considérable à travers l'action menée par des partis traditionnels et leur effet sur l'état de la démocratie peut se révéler intense. Si le cas hongrois a permis d'en faire la démonstration, d'autres en attestent également, telles la Pologne et la Slovaquie. Ces conclusions invitent à penser l'extrême droite comme un phénomène global qui dépasse la frontière des partis politiques les plus en vue et à distinguer les formations politiques dites d'extrême droite des idées d'extrême droite qui peuvent s'être répandues au-delà de ces formations. #

(*) Chargé de recherches au sein du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) et chargé de cours invité à l'Université catholique de Louvain (UCLouvain)

4. Le Monde, 12 octobre 2019.

5. J. VAN SPANJE, « Contagious parties : anti-immigration parties and their impact on other parties' immigration stances in contemporary Western Europe », *Party Politics*, vol. 16, n° 5, 2010, p. 563-586.



© Nicolas Vigier

 SEMAINE SOCIALE

« Ne pas être un mouton »: Conspirationnisme et sentiment d'(im-)puissance

> Jacinthe MAZZOCCHETTI (*)

Incertitude, impuissance, impression de perdre pied face à un monde dont la complexité échappe, face à un monde angoissant; défiance à l'égard des institutions, des mondes politique, médiatique, scientifique; frustrations, vécus et/ou sentiments d'injustice, montée des inégalités sociales... À quoi les théories de la conspiration viennent-elles donner réponse? De quoi sont-elles le symptôme? Comment y faire face?

Tout d'abord, il importe de distinguer la notion de complot de celles de théories complottistes, complottisme, conspirationnisme, qui renvoient à un mode de pensée, une façon singulière d'appréhender le monde. Dans la «vision conspirationniste du monde», «tout s'explique par un grand complot, par un plan secret dont le but serait l'établissement de la domination totale d'une élite d'initiés maléfiques¹». Ces théories dénoncent généralement de grands mensonges orchestrés par des «puissants», des mensonges qui dissimulent un projet de grande ampleur, souvent nuisible au plus grand nombre, destiné à renforcer le pouvoir d'une minorité dominante².

La logique argumentative de la pensée conspirationniste est d'associer

plusieurs événements entre eux, alors qu'ils n'ont pas, en réalité, de lien de causalité. Cette pensée de la corrélation s'applique aussi au regard porté sur les groupes sociaux, essentialisés, pensés comme des absolus. C'est le principe du «tous dans le même sac», tous les médias ceci, tous les politiciens cela. En termes d'exemples, les théories actuellement les plus répandues sont celles de ce qu'on appelle le «méga-complot». Selon Éva Soteras: «La théorie méga-complotiste, qui consiste à offrir une interprétation de la marche de l'Histoire dominée par la croyance qu'une petite poignée d'individus contrôle le monde, apparaît dans un contexte de crise morale, institutionnelle, sociale, politique, économique, soit au final une crise de sens entraînant une méfiance envers les

autorités et les versions officielles des événements³».

Les fonctionnements et dysfonctionnements (qui sont bien réels) de notre système économique, politique, sanitaire... peuvent être décrits et analysés au travers des outils et des études fournies notamment par les sciences sociales, sans avoir besoin de recourir à la pensée conspirationniste. Mais c'est évidemment plus compliqué à mettre en œuvre, et les réponses sont également plus complexes. La pensée conspirationniste vient donner une réponse unique, simple, à des questions multiples et compliquées. En sciences sociales, le principe même est de ne pas prétendre connaître la réponse avant d'avoir mené des recherches rigoureuses. Dans le cas du conspirationnisme, le raisonne-



ment est inversé. On part de la réponse pour remonter un chemin d'éléments divers, gardés uniquement dans l'argumentation s'ils sont en phase avec la thèse développée *a priori*, des éléments par ailleurs bien souvent sortis de leur contexte et, enfin, amalgamés dans des corrélations abusives.

Outre le biais de confirmation (tri sélectif), la pensée conspirationniste repose également souvent sur « l'intuition » (sentir le vrai), à laquelle de nombreuses vidéos font appel. Le doute devient grille de lecture applicable à tout contenu officiel en renfort d'une recherche et confirmation de Vérité qui, elle, n'est pas soumise à la question. La pensée conspirationniste prend appui sur une argumentation fermée, souvent tauto-

et d'espoir ainsi que des logiques de repli individualistes, communautaires et/ou populistes.

Cette défiance vis-à-vis des institutions politiques et des médias, mais aussi de plus en plus à l'égard des « intellectuel·les », corrélée aux vécus et aux sentiments d'injustice et d'impuissance, est le socle de la recherche d'un autre narratif porteur de sens, mais aussi d'une quête de rationalité qui permettrait de comprendre les ressorts des inégalités et des violences vécues et/ou observées. S'ajoute à cela, et c'est important, l'arrivée de l'internet de masse et de la société de la surinformation, mais aussi de la désinformation dans laquelle il est très facile de propager des opinions, d'être

des conséquences psychiques et sociales.

Dans ce climat sociétal aux vulnérabilités collectives et individuelles exacerbées, sont venues s'ajouter les incohérences dans les discours et les mesures ainsi que les communications erratiques. Cette impréparation, ces ambiguïtés, ces affirmations péremptoires et parfois contradictoires ont nourri les doutes exprimés à l'égard des dirigeant·es (leur honnêteté, leurs compétences, leurs intérêts...) et ont, quelquefois, participé des basculements de la méfiance/défiance à la pensée conspirationniste.

De plus, les mesures liberticides imposées sont venues corroborer de nombreux éléments présents dans des contenus relatifs à la théorie de la grande conspiration. Comme l'énonce Vincent Geisser, la crise du coronavirus a donné lieu à une véritable « paranoïa iatrogénique⁴ ». Expression empruntée à Didier Fassin qui qualifie « la croyance en l'existence de conspirations utilisant des ressources médicales et notamment pharmacologiques dans le but d'éliminer une population⁵ ». Le « coronacircus », comme nommé dans une partie de ces milieux, est alors présenté comme une machination des « méchants » pour davantage encore diriger et contrôler le monde. Dans ces cercles, les atteintes aux libertés, corollaires des nombreuses mesures sanitaires, sont autant de preuves des ambitions du « Nouvel Ordre mondial ».

Si, parmi les populations, certain·es adhéraient déjà aux théories conspirationnistes avant la crise actuelle, elles ont aussi gagné de nouvelles sphères sociales. Défiance, confinement, incohérences, incertitudes, angoisses, impuissance, autant d'éléments qui permettent de comprendre l'engouement que suscitent les thèses complotistes auprès d'un public large et hétérogène dans ce contexte de crise où les besoins de réponses, de sens, d'apaisements sont exacerbés.

Des liens avec les populismes ?

Chaque situation de crise, en lien avec les incertitudes générées, est propice à la multiplication et à la diffusion de

« Ces théories fascinent, car elles apparaissent sans failles. Le dialogue en devient difficile, voire impossible. »

logique, circulaire, qui se suffit à elle-même. Ces théories fascinent, car elles apparaissent sans failles. Le dialogue en devient difficile, voire impossible. Par ailleurs, la critique bien souvent condescendante et dénigrante des personnes qualifiées de « complotistes » ne fait que renforcer leurs convictions d'avoir percé à jour le grand mensonge : « on nous fait taire parce que nous mettons en lumière la Vérité qui dérange ».

Incertitudes et défiances : un climat sociétal propice

Depuis quelques décennies, accentuée ces dernières années, dans de nombreuses sphères de la société, s'observe une montée de la défiance vis-à-vis des institutions *mainstream*, en particulier le monde politique qui ne semble plus à même de répondre aux grandes questions contemporaines (inégalités croissantes, violences, changements climatiques), mais aussi à s'autonomiser des lobbys notamment à l'égide des multinationales. S'observe également une montée des sentiments d'insécurité et de leur corollaire, la perte de sens en l'absence de récits porteurs de réalisme

suivi par des milliers, parfois des millions de personnes, sur les réseaux sociaux. L'arrivée d'Internet renforce également les logiques de bulles informationnelles (où va-t-on chercher l'information).

Face aux inégalités vécues et/ou ressenties, aux rapports de pouvoir et à leurs effets, aux sentiments d'injustice et de méfiance qui en découlent, les théories de la conspiration, en particulier celles relatives au « méga-complot », offrent la possibilité de relier toute une série d'expériences et de sentiments disparates qui trouvent sens dans cette idée du « fait exprès », d'une « volonté de nuire » explicite en lien avec des intérêts cachés ou inavouables publiquement.

Et le Covid-19 dans tout ça ?

Le Covid-19 et la gestion singulière de cette crise ont provoqué de nombreux chocs ainsi qu'un bouleversement complet de nos rapports aux autres et au monde, de nos habitudes, de nos liens, de nos ressources. Bouleversement auquel nul n'était préparé. Période, au final, que l'on croie ou pas à la réalité du Covid-19 et à l'efficacité des mesures, pour tous et toutes traumatique, avec



théories de nature conspirationniste qui fournissent des réponses simples, souvent manichéennes, à une réalité complexe, déroutante, anxiogène. Les situations de crise sont aussi des moments de fragilité, où influencer, récupérer les angoisses peut être, en termes de stratégies électoralistes, plus facile.

Un des enjeux actuels à cet égard, c'est la niche d'électeur-rices potentiel-les que représentent ces adhérents, ces «décu-es du système». Et il est clair que certains politicien-nes et/ou groupes nationalistes, populistes, voire extrémistes, cherchent à grossir leur électorat au travers de ces groupes. Ils surfent sur leurs frustrations, sur leurs défiances à l'égard des institutions *mainstream* en prétendant être à l'écoute et se différencier des autres, les «mauvais», les «méchants», les «corrompus», et ce, avec beaucoup d'hypocrisie, puisqu'on retrouve dans ces groupes les pratiques globalement reprochées à d'autres: la corruption, la malhonnêteté, la reproduction d'un ordre social élitiste, une absence de programme politique en vue du bien commun (même si les discours y prétendent en sériant les populations et en activant des logiques de boucs émissaires qui visent à prioriser les «vrais nationaux», les «vrais citoyen-nes»).

Nous vivons une période sensible, le vivre ensemble est actuellement davantage encore fragilisé qu'il ne l'était avant la pandémie. Comment, dès lors, allons-nous répondre à la défiance et à la colère croissantes? Entre les lignes des discours conspirationnistes se dessinent lasitudes, inquiétudes et fragilités parfois. Face au désenchantement du monde, quels contre-discours? La place est ici laissée, la place est ici prise, non seulement par les narratifs de la conspiration, mais aussi par les narratifs nationalistes,

« La pensée conspirationniste est une pensée totalisante qui enferme dans une réalité parallèle. »

populistes de droite, voire extrémistes (qui parfois se recourent). À titre d'exemple, dans les théories du «Nouvel ordre mondial» actuellement très en vogue, le «plan de l'alliance» («les gentils» donc, «les sauveurs»), comme explicité dans de très nombreuses vidéos visionnées parfois des millions de fois, est celui de l'insurrection militaire et les alliés sont les présidents nationalistes et populistes, présentés comme non corrompus et au service du peuple.

Quelle menace pour la démocratie ?

Les pièges qui sous-tendent ce type de pensée reposent sur un principe de naturalisation des causes sociales. Le glissement complotiste consiste d'une part, à donner bien plus de cohérence que dans la réalité aux dynamiques en cours en gommant la multiplicité et la complexité des rapports de force ainsi que le nombre, la singularité et la diversité des acteurs impliqués. D'autre part, notam-

ment via la pensée du méga-complot, ce glissement invite à prêter aux «puissants» les pleins pouvoirs, voire des pouvoirs surnaturels. La pensée conspirationniste est une pensée qui essentialise. C'est une pensée totalisante qui enferme dans une réalité parallèle. Elle donne des repères. Elle fournit des cases et des catégories qui permettent d'organiser le chaos du monde, mais une fois passée la jubilation ressentie du fait d'avoir démasqué la conspiration à

Complotisme et extrême droite

Il existe des liens avérés et historiques entre les théories du complot et l'extrême droite, comme nous l'explique Marie Peltier, spécialiste du conspirationnisme. *Démocratie* lui a demandé quels étaient les acteurs qui se trouvaient derrière le complotisme:

«On peut distinguer deux niveaux. Il y a d'une part ce que j'appelle les idéologues du complot, c'est-à-dire les figures idéologiques qui ont un véritable agenda politique derrière leurs actions. Ces idéologues sont souvent des figures de l'extrême droite. En réalité, l'extrême droite est conspirationniste de nature. On peut penser à Alain Soral par exemple. Mais ces idéologues peuvent aussi être des figures liées à des régimes autoritaires qui veulent se maintenir au pouvoir, comme le régime de Bachar el-Assad en Syrie. Le conspirationnisme est une arme des régimes autoritaires. Dans une dictature, le conspirationnisme est partout. Ce sont des

régimes extrêmement paranoïaques qui se présentent souvent comme des victimes de conspirations ourdies par l'occident.

De l'autre côté du spectre politique, on retrouve aussi certains groupes de gauche radicale. On le voit notamment avec le Mouvement cinq étoiles en Italie. Il y a cette connexion entre une partie de l'extrême droite et une partie de l'extrême gauche qui s'établit au nom du rejet du système et de la défense du peuple. Ces groupes-là sont organisés pour répandre leur vision du monde et le conspirationnisme devient un moyen de mise en œuvre pour y arriver. Donald Trump en est un exemple. Sa victoire aux élections en 2016 montre qu'à un moment donné, ces réseaux-là ont réussi à porter une personne au pouvoir. C'est l'illustration parfaite que le conspirationnisme est une arme de prise de pouvoir. Contrairement à sa prétention, puisque le conspirationnisme prétend remettre en question le pouvoir.

Il y a enfin tous ces réseaux idéologiques qui sont organisés de manière internationale. Je

pense ici notamment au travail qu'a réalisé Steve Bannon en Europe pour coordonner les extrêmes droites européennes.

Et d'autre part, il y a le conspirationnisme *mainstream*. C'est-à-dire le conspirationnisme de notre oncle, de notre voisin ou de notre collègue. Ici, il ne s'agit pas forcément de gens qui sont affiliés à des groupes d'extrême droite. Il s'agit plutôt de personnes qui ont lu ou entendu des contenus conspirationnistes et qui se les sont appropriés. Face à cela, il est important de repolitiser le phénomène : il faut considérer toutes les personnes qui ont une parole conspirationniste comme des personnes qui tiennent un propos politique. Il y a une forte tendance dernièrement à la psychologisation des conspirationnistes, mais, selon moi, ce sont des personnes qui adhèrent à une certaine vision politique et idéologique du monde. Tenir un propos conspirationniste ce n'est jamais anodin politiquement : cela veut toujours dire quelque chose. #

Retrouvez l'interview complète de Marie Peltier sur les sources du complotisme : www.semainesociale.be



L'ultra-droite se cache en arrière-plan des manifestations anti-masques.

l'œuvre, revient l'impuissance face à des forces qui nous dépassent. En effet, les causes/explications données, produites par la pensée conspirationniste ne permettent pas (ou peu) de penser et d'agir en dehors de cadres fatalistes ou violents.

Si certains des discours complotistes analysés me font peur, par la solution de violence qu'ils plébiscitent, par leurs ressorts populistes voire suprématistes blancs, par leurs aspects sectaires, par leurs ressorts d'incroyance qui annihilent les potentialités de luttes et de solidarités collectives, les entendre, c'est aussi et surtout écouter grandir la perte de confiance dans les institutions, la désolation, la rage. Il me semble dès lors très important de ne pas laisser les colères, les inquiétudes, les critiques uniquement dans les mains de l'ultra-droite, tapie en arrière-scène des manifestations anti-masques, des inquiétudes anti-vaccins, pour ce qui est du COVID-19, et plus largement tapie derrière la montée de la défiance, du ras-le-bol généralisé et des adhésions à la pensée conspirationniste.

En guise de conclusion

Il est important de rappeler que derrière la notion de «pensée conspirationniste», il y a à la fois des producteurs de contenus (avec plus ou moins d'audience, mais aussi des intentions diverses) et de l'autre, des récepteurs, de plus en plus nombreux, qui font circuler, mais aussi alimentent de leurs réflexions, les productions existantes.

Bien sûr, éduquer aux médias, former aux sciences sociales, travailler l'esprit critique sont des outils de lutte fondamentaux, mais je ne pense pas qu'ils suffisent. Dans ces espaces, principalement virtuels, se dépose une soif d'écoute des adhérent-es quant à leurs vécus, leurs préoccupations, leurs inquiétudes. Par ailleurs, bien souvent par le biais des réseaux sociaux, émergent de nouvelles sociabilités électives où se retrouvent entre eux-elles, les convaincu-es. Dans ces «entre-soi», il-elles trouvent une nouvelle identité, valorisée par leurs pairs. Se déploient des formes de «distinction» et de reconnaissances individuelles et collectives qui viennent aussi prendre soin des incertitudes, des sentiments d'impuissance et d'impasse, tout en les renforçant.

Pour moi, il est important de prêter oreille à ce qui se manifeste par ce biais. Qu'est-ce que ces adhésions racontent de notre société, de ces failles, de ces faillites, des défis qui la traversent? Se contenter de balayer ces questions d'un revers de la main, avec cynisme souvent par ailleurs, de traiter les adeptes de «fous», d'«illuminés», comme dans cet article récent «parce qu'il y a des gens assez cinglés pour croire que le virus comporte des puces destinées à informer Bill Gates de nos déplacements et peut-être même de nos pensées se-

crètes⁶», dont le ton dénigrant empêche toute forme de dialogue et surtout renforce les clivages existants, c'est dénier qu'il y a là quelque chose à comprendre.

Bien entendu, il n'y a pas d'adéquation mathématique entre méfiance, défiance et complotisme, d'une part; entre populisme, complotisme et extrémisme, d'autre part; mais les frontières sont fines. Les basculements, les glissements faciles, d'autant plus en contexte de crise et d'incertitude où de plus en plus de personnes ont l'impression de ne pas être entendues, de ne pas compter, de ne pas être reconnues, de ne pas avoir de place dans notre société. Travailler à saisir en profondeur ce que ces personnes trouvent en ces lieux et pas ailleurs me semble fondamental. Enfin – et je sais combien cela peut sembler paradoxal car de nombreux groupes complotistes et/ou populistes sont porteurs d'idéologies élitistes et racistes –, je pense que nous ne pourrions en sortir sans une transformation radicale de notre système économique-politique en vue d'une société plus égalitaire, d'une répartition des richesses plus juste. #

(*) Professeure en anthropologie à l'UCLouvain

1. R. JOSSET, R. REICHSTADT et E. TAÏEB, «Le conspirationnisme 2.0», 2018, *Quaderni* [En ligne], 95 | URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/1146>; DOI : 10.4000/quaderni.1146.
2. P.-A. TAGUIEFF, *L'imaginaire du complot mondial : Aspects d'un mythe moderne*, Fayard/ Mille et une nuit, 2006.
3. E. SOTERAS, *Le conspirationnisme : formation et diffusion d'une mythologie postmoderne*, Thèse de doctorat, Université Paul Valéry Montpellier III, 2017.
4. V. GEISSER, «L'hygiéno-nationalisme, remède miracle à la pandémie? Populismes, racismes et complotismes autour du Covid 19», 2020, *Migrations Société*, n° 180, pp. 3-18.
5. D. FASSIN, «Entre désir de nation et théorie du complot. Les idéologies du médicament en Afrique du Sud», *Sciences sociales et santé*, 2007, vol. 25, n° 4, pp. 93-114.
6. [https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/le-tour-du-monde-des-idees-du-mercredi-17-mars-2021?actId=ebwp0YMB8s0XXev-swTWi6FWgZQt9biALyr5FYI130oHKV9QgHG3zCz_t0qoQ7h9&actCampaignType=CAMPAIGN_MAIL&actSource=645593&fbclid=IwAR31czhsGplBCM7p5pso-tmZXAfWdcVCT0DUWn_JdiftZpVHmx6hhfVXL5g#xtor=EPR-2-\[LaLettre18032021\]](https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/le-tour-du-monde-des-idees-du-mercredi-17-mars-2021?actId=ebwp0YMB8s0XXev-swTWi6FWgZQt9biALyr5FYI130oHKV9QgHG3zCz_t0qoQ7h9&actCampaignType=CAMPAIGN_MAIL&actSource=645593&fbclid=IwAR31czhsGplBCM7p5pso-tmZXAfWdcVCT0DUWn_JdiftZpVHmx6hhfVXL5g#xtor=EPR-2-[LaLettre18032021])

Pour aller plus loin :

- J. HERMESSE, F. LAUGRAND, P.-J. LAURENT, J. MAZZOCCHETTI, O. SERVAIS et A. VUILLEMENOT, *Masquer le monde. Pensées d'anthropologues sur la pandémie*, 2020, Louvain-la-Neuve, Academia.
- P.-J. LAURENT, J. MAZZOCCHETTI, (à paraître), *Dans l'œil de la pandémie. Face à face anthropologique*, 2021, Louvain-La-Neuve, Academia.



INTERVIEW



Ico MALY
Professeur en médias numériques et politique à l'Université de Tilburg



Zeev STERNHELL, *Les anti-Lumières. Une tradition du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Fayard, Paris, 2006.

L'antidémocratie digitale : l'extrême droite 2.0

Selon Ico Maly, une analyse approfondie des idées et des pratiques des nouvelles formes d'extrême droite s'impose aujourd'hui. Pour ce spécialiste des nouveaux médias et de la politique, « on ne peut pas sous-estimer l'histoire des idées, notamment celles de la "nouvelle droite" française qui a émergé dans les années 1960, puis plus loin encore dans le temps, celle des penseurs des anti-lumières comme Edmund Burke ». Dans son dernier livre *Nieuw rechts*, il analyse ainsi ces courants d'idées en allant jusqu'aux pratiques digitales et dresse un tableau très fouillé des nouvelles tendances d'internationalisation de l'extrême droite. En accordant notamment une attention aux dynamiques spécifiquement flamandes.

L'émergence de «nieuw rechts» est-elle un phénomène récent?

L'émergence de «nieuw rechts» que nous connaissons aujourd'hui en Flandre, incarnée par des personnes comme Dries Van Langenhove ou des mouvements tels que Schild & Vrienden (S&V), est plus qu'une réaction de mécontentement à la situation actuelle de la part de certaines citoyen·nes. Elle est l'aboutissement d'une tradition intellectuelle, d'un projet idéologique qui a débuté dans les années 1960 (notamment en réaction à mai 68) à partir de l'idée gramscienne¹ qu'il faut asseoir dans l'opinion publique les représentations culturelles avant d'obtenir le pouvoir politique. Cela a notamment conduit à la création, en France, de l'«École de pensée» GRECE (Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation européenne) au sein de laquelle des groupes radicaux s'engagent à produire et diffuser des idées afin d'obtenir un effet à long terme sur la population. Il s'agit pour eux de mener une lutte «métropolitique» qu'ils définissent comme «le domaine des valeurs qui ne relèvent pas du politique, au sens traditionnel du terme, mais qui ont une incidence directe sur la constance ou l'absence de consensus social régi par le politique»².

Quels sont les acteurs clefs?

Par des débats théoriques et la pratique politique, les idées comme celles d'Alain de Benoist, la figure centrale de GRECE, se sont consolidées ces dernières décennies. Il est important de souligner qu'au départ le projet de la «nouvelle droite» française et le projet anglo-saxon de nouvelle droite ou droite alternative, dite «alt-right», ne coïncident pas. La «nouvelle droite» française a toujours été critique du capitalisme (d'une sorte de nationalisme et de corporatisme, et d'un anti-consumérisme qui homogénéiserait les cultures) tandis que, l'«alt-right» souscrit principalement aux dogmes du marché. Malgré que cette dernière fasse partie de l'extrême droite américaine, elle se réfère néanmoins explicitement depuis une quinzaine d'années à la «nouvelle droite» française et à Alain de Benoist en y empruntant notamment des concepts comme le «différentialisme» ou l'«ethno-pluralisme». L'idée prônée est la suivante: même s'il n'y a pas de hiérarchie entre cultures, celles-ci ne doivent pas se mélanger, mais au contraire rester séparées et cloisonnées. Le racisme biologique est ainsi transformé en racisme culturel, comme le montrent Étienne Balibar ou Pierre-André Taguieff. On parle aussi de néoracisme. L'«alt-right» rejette ainsi le conservatisme

1. Antonio Gramsci, membre fondateur du Parti communiste italien, est un théoricien du marxisme. Parmi ses thèmes de réflexion, celui sur l'hégémonie culturelle établit le lien organique qui unit la culture au pouvoir dominant. Selon lui, le pouvoir bourgeois tient essentiellement grâce à son emprise sur les représentations culturelles de la masse des dominé·es qui font leur la vision du monde des dominants. Cette hégémonie culturelle diffuse ses idées et valeurs au sein des institutions qui composent la société (École, Église, partis politiques, Universités, médias, etc.). Conquérir le pouvoir consiste donc d'abord à mener un long travail idéologique pour préparer les mentalités au changement. Il faut, dans un premier temps, instiller progressivement les valeurs que l'on défend dans le but de prendre le pouvoir dans un deuxième temps. C'est ainsi que se propage l'hégémonie culturelle.

2. J.-Cl. VALLA, « Pour une renaissance culturelle », *Dix ans de combat culturel pour une renaissance*, GRECE, Paris, 1977, p. 77.



Pepe the Frog, à la base un mème humoristique, est détourné en symbole raciste par l'alt-right et l'extrême droite.

3. Pepe the Frog est un personnage de fiction représentant une grenouille verte. À partir de 2008, il devient un mème Internet.

©T@fibonacc1 blue

classique et milite pour le suprémacisme blanc, par ailleurs opposé au féminisme. Les idées d'Oswald Spengler, de Georges Sorel, de Carl Schmitt et de Julius Evola étaient déterminantes lors de la création de la « nouvelle droite » et restent des références centrales aujourd'hui ; l'antimodernisme, l'État organique ou l'antidémocratie comme forme de vie organique sont également des concepts clefs.

La stratégie des idéologues de la « nouvelle droite » consiste ainsi à ne plus rejeter certains concepts tels que l'antiracisme, le féminisme, etc., mais bien de les redéfinir. Ils disent, par exemple, « nous sommes antiracistes, c'est-à-dire que nous sommes contre le racisme biologique, mais que nous revendiquons un racisme culturel. La diversité est l'essence même de l'humanité, mais nous ne pouvons la conserver que si chacun reste dans son propre pays. La société doit rester homogène sans quoi elle sera confrontée à divers problèmes. » Le multiculturalisme, la mondialisation, la migration sont donc perçus comme la cause du déclin d'une nation.

La vraie force idéologique de la « nouvelle droite » au XXI^e siècle dérive du fait qu'il s'agit d'un mouvement éclectique encadré digitalement et de plus en plus lié internationalement. Il s'agit

d'une métapolitique, mais cette « nouvelle droite » est en même temps orientée vers l'action. Le réseau est polycentrique et transnational, il vise *in fine* un nouvel ordre mondial ; un ordre de communautés homogènes. La croissance de la « nouvelle droite » est profondément liée à l'arrivée du digital. La digitalisation rend possible des expérimentations à petite échelle. Si elles s'avèrent porteuses, elles sont ensuite généralisées. L'infrastructure digitale facilite une lutte métapolitique avec de nombreux impacts. C'est ainsi que la « nouvelle droite » devient un véritable mouvement aujourd'hui.

Quel est l'impact de ces nouvelles formes d'extrême droite ?

Ce mouvement est désormais européen et mondial. Il est doté d'un grand pouvoir de mobilisation et de ressources financières importantes. Par exemple, aux États-Unis : il y a d'abord eu un impact intellectuel, à partir de 2008 aussi en référence aux

“ Ce mouvement est désormais européen et mondial. Il est doté d'un grand pouvoir de mobilisation et de ressources financières importantes. ”

penseurs intellectuels français. Dans une seconde phase, il y a eu un mélange entre le travail intellectuel et la culture numérique populaire. On peut citer à titre d'exemple l'importance du mème, originel-

lement humoristique, qui est détourné pour porter des messages plus radicaux. Il s'agit d'un système d'automatisation partielle de la communication politique, permettant de communiquer à une toute autre échelle.

On assiste à un véritable mouvement identitaire. Il existe même un manuel sur la façon de s'organiser et un dictionnaire qui s'intitule « Comment parler en tant qu'activistes ». Ce mouvement propage des idées et un vocabulaire tel que le « génocide blanc », la « surpopulation » comme menace pour les êtres humains, la « dilution »... Ils utilisent de multiples canaux pour diffuser largement leur pensée : t-shirts,

“ Il existe même un manuel sur la façon de s'organiser et un dictionnaire qui s'intitule « Comment parler en tant qu'activistes ». ”

slogans, universités d'été, action sur le terrain de 20-30 personnes. Aujourd'hui, la digitalisation leur permet d'atteindre une plus large audience. Ce n'est donc plus un phénomène localisé.

À titre d'exemple, prenons la guerre des mèmes autour de Pepe the frog³. Pepe devient alors un produit d'exportation. Il est sorti du contexte local et utilisé de manière adaptée et variée ailleurs qu'aux États-Unis. Tout cela n'est possible que parce qu'il existe une infrastructure mondiale. L'innovation intellectuelle idéologique s'est normalisée en 30/40 ans et vous pouvez le constater dans le débat social.

Dans quelle mesure le Vlaams Belang s'inscrit-il dans cette mouvance de « *nieuw rechts* » ?

Le Vlaams Belang a changé. Il n'y a plus les grands-messes de Filip Dewinter. Tom Van Grieken, le président du Vlaams Belang, utilise ce nouveau discours de l'extrême droite. Il cite les mêmes sources que la mouvance identitaire avec sa vision ethnique de défense de l'Europe. C'est ça le renouvellement. Il reprend à son compte le discours qui met l'accent sur l'identité ethnoculturelle flamande : « Les nouveaux arrivants sont les bienvenus s'ils s'intègrent. Notre culture est blanche et ne peut pas être supplantée par une autre culture ». Cette dimension identitaire est désormais centrale au sein du Vlaams Belang. Tom Van Grieken vend une version plus radicale, mais essentiellement similaire de ce discours.

Que fait la société civile dans ce contexte ?

Un article d'opinion dans un journal officiel, cela ne fonctionne plus. Il faut assurer une présence et une lutte discursive constante. L'extrême droite y parvient en visant divers groupes et cibles par le biais de différents canaux. La grande force de la gauche est d'avoir des institutions et de mobiliser le pouvoir qu'elles ont. Au niveau politique, regardez l'espoir aux États-Unis, à gauche, suite aux propositions et nouveaux modes d'organisation autour de Bernie Sanders : un mouvement entièrement numérique s'y est construit depuis quatre ans. Il est notamment basé sur une banque de données téléphoniques commerciale. Il y a également des groupes d'action locale qui fonctionnent au niveau supralocal. Des modes d'action traditionnels et modernes sont utilisés conjointement. Comme la pratique numérique, la culture n'a pas besoin d'être à droite. Nous devons prendre ce qui se passe au sérieux et cela doit faire partie du travail. En Belgique, il y a l'exemple de « Hart boven Hard » et de sa parade. Il faut concevoir la réalité comme une constante lutte discursive. Si nous ne le faisons pas, d'autres le feront.

Quelles sont les perspectives ?

Tout d'abord, nous vivons dans un monde qui a 30 à 40 années de politiques néolibérales derrière lui. L'impact de ces politiques sur l'ensemble de notre société ne doit pas être sous-estimé. Deuxième élément important : l'incertitude et la rapidité des changements (par exemple, la pratique généralisée du télétravail en temps de pandémie) conduisent les gens à chercher quelque chose à quoi se raccrocher. Nous vivons dans un domaine médiatique complètement différent de celui d'il y a 20 ans. Nous vivons dans un système de médias hybrides. Les médias classiques ne sont qu'un pion dans un vaste domaine où chacun peut créer un contenu qui a un impact, et ce très rapidement. C'est un fait fondamental. L'éducation a également un rôle important. Nous sommes nombreux à circuler dans le monde numérique. Nous y créons nos identités. Mais 40 à 50 % de la population n'ont pas les outils nécessaires pour y faire face. Il faut fournir des panneaux de signalisation. C'est un non-sens qu'il n'y en ait pas. C'était autrefois le job des journalistes et des scientifiques. Maintenant, beaucoup de citoyen·nes ont les outils pour pouvoir le faire aussi. Vous pouvez en même temps parfaitement vivre dans votre bulle et croire ce qu'il s'y dit. Avec des sources à l'appui. *In fine*, la question à se poser est : quelle citoyenneté souhaitons-nous, pour aujourd'hui, mais également pour demain ? #

Propos recueillis par Thomas MIESEN

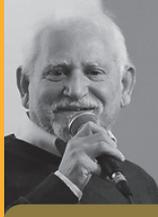


[www.https://www.radicalrightanalysis.com/](https://www.radicalrightanalysis.com/)





INTERVIEW



Giuseppe ARAGNO

Historien du mouvement ouvrier et de l'antifascisme, professeur d'histoire contemporaine à la faculté de sciences politiques de l'université Federico II de Naples

Ugo PALHETA, *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre, La découverte*, Paris, 2018.

Le réveil des vieux démons fascistes

Si Matteo Salvini représente l'extrême droite italienne dans les médias internationaux, les visages des nouvelles droites sont multiples et ont des racines profondes dans l'histoire et la culture italiennes. Quels sont les liens de continuité avec la naissance de la République ? Et quelles sont les causes qui ont favorisé l'essor, sous une nouvelle forme, du populisme d'extrême droite d'héritage fasciste ? Parmi elles, nous pouvons citer la crise économique et sociale, le basculement à droite des partis traditionnellement de gauche et la normalisation des discours portés par les partis d'inspiration fasciste et racistes. Éclairage.

Quels sont les liens entre la nouvelle droite et le fascisme historique en Italie ?

Jusqu'en 1991, pour la plupart des Italiens et Italiennes, le fascisme était un régime belliqueux et raciste. Il était considéré comme l'ennemi des travailleurs et des travailleuses, mais aussi des femmes, humiliées dans leur rôle d'épouses et de mères. Il était vu comme un régime produisant de la chair à canon. L'antifascisme consistait quant à lui en une page noble de notre histoire et les nostalgiques du régime étaient rarement suivis. La fin de l'URSS a modifié l'équilibre international ; le capitalisme a abandonné le modèle keynésien et l'idée du laissez-faire du XVIII^e siècle est réapparue. Le néolibéralisme est ainsi né : religion du marché et de la financiarisation d'une économie éloignée de la réalité et fille de modèles mathématiques souvent erronés desquels découlent crises et barbarie.

Accablée par l'effondrement de l'Union soviétique, par la victoire du capitalisme et par l'affirmation du néolibéralisme, impulsé avant tout par le capital financier, la gauche a alors oublié la leçon de l'économiste Pietro Grifone¹ qui voyait dans le fascisme un régime politique complaisant à l'égard du capital financier. Ce capital financier ne défendant pas la culture politique qui a fait de la Résistance une expérience unitaire, fondée sur les valeurs éthiques et politiques dont est née la Constitution italienne, il a permis aux héritières du fascisme de contester l'expérience de la Résistance. C'est ainsi que favorisée par le capitalisme financier, hostile à la Constitution qui restreint les lois du marché, la contestation a fonctionné et a changé la perception du fascisme. Aujourd'hui, dans les textes

scolaires et universitaires, dans les journaux, à la télévision et dans l'imaginaire collectif, le fascisme est dorénavant perçu comme un « régime inclusif », avec une âme sociale, un consensus populaire et qui n'a commis qu'une seule faute : la Seconde Guerre mondiale.

C'est un nouveau fascisme historique, dont personne ne prétend s'inspirer, ni Forza Nuova², qui voudrait pourtant réinstaurer les Corporations³ et le Concordat de 1929⁴, ni Casa Pound⁵—fascistes, oui mais du troisième millénaire—ni les partis au Parlement. Cependant, réhabilitant les républicains et discréditant la Résistance, les néo-fascistes et les révisionnistes ont fortement élargi leurs marges de manœuvre. Ce n'est pas un hasard si Matteo Salvini est un invité régulier des congrès de Casa Pound, et si Giorgia Meloni⁶, formée au fascisme dans le Mouvement social italien, a pu se présenter aux élections européennes avec Cesare Mussolini, arrière-petit-fils du Duce.

Aujourd'hui, on peut constater que même des partis démocratiques portent atteinte à des droits humains fondamentaux. Ainsi, en 2018, après avoir livré les migrant-es aux bourreaux libyens avec des décrets qui rappellent des résolutions fascistes, pour la première fois dans notre histoire, Marco Minniti, ministre de l'Intérieur de centre gauche, a trahi la Constitution en admettant les « fascistes du troisième millénaire » aux élections politiques. Avec le parti 5 étoiles divisé et dépourvu d'identité, sans faire ouvertement référence aux fascistes, la droite présente au Parlement alimente la haine des

1. P. Grifone, homme politique italien, antifasciste et communiste.
2. Parti politique italien d'extrême droite et ouvertement néofasciste, fondé en 1997 par R. Fiore et M. Morsello.
3. Les *Corporazioni* sont l'expression de l'État « syndical-corporatif » de Mussolini, caractérisé par la soumission des syndicats au régime : à partir de 1925 on assiste aux dernières grandes manifestations ouvrières. Le pacte du Palazzo Vidoni et le code Rocco mettent en œuvre le fascisme également dans le domaine syndical, prévoyant la suppression des syndicats et associations antifascistes, ainsi que l'abolition du droit de grève. Ainsi, les principales activités économiques de l'État italien sont sous le contrôle direct du parti national fasciste et être membre du parti devient nécessaire pour avoir un emploi.
4. En 1929, B. Mussolini signe les accords du Latran avec le Saint-Siège qui comprennent trois conventions distinctes dont notamment un concordat qui statuait sur la position de l'Église en Italie faisant du catholicisme la religion d'État.
5. CasaPound Italia : parti politique, né à Rome en 2003, d'inspiration national-socialiste et néofasciste
6. G. Meloni est la leader du parti politique « Frère d'Italie » qui milite pour un souverainisme, une lutte contre l'immigration, ainsi que pour la préservation des traditions nationales, libérales et populaires.



migrants. Lega Nord et Fratelli d'Italia, en particulier, se réclament du populisme mais à l'instar de Péron, ces populistes modernes sont devenus des dirigeants démocratiquement élus, faisant du populisme un instrument de démocratisation du fascisme. En Italie, la droite parlementaire, en premier lieu celle dirigée par Matteo Salvini et Giorgia Meloni, en accord avec des groupes extra-parlementaires, fascise le populisme et conserve la connotation typique du fascisme historique : le racisme, historiquement rejeté par le populisme classique.

Peut-on dire que la culture fasciste est d'une certaine manière toujours présente en Italie ?

Les fascistes et leur culture sont entrés dans la République sans même avoir purgé leur peine. Les scientifiques qui ont signé le Manifeste sur la race ont conservé leur siège et leur poids social. Carlo Aliney,

“ La culture fasciste n'est pas marginale dans le pays, mais imprègne des secteurs décisifs de la vie démocratique. ”

par exemple, auteur des lois raciales⁷, est devenu procureur de la République et juge à la Cour suprême ; ou encore Vincenzo Eula – celui qui avait condamné Sandro Pertini ancien partisan et futur président de la République – est devenu procureur général ; quant à Gaetano Azzariti, président du Tribunal racial – à qui l'on doit l'amnistie qui « a sauvé » les fascistes – il est devenu juge à la Cour constitutionnelle, et puis président de cette dernière en 1957.

À côté de ces personnalités qui ont occupé des postes-clés, les accords et les lois qui avaient fait l'histoire du fascisme ont également été conservés sous la République. À l'Assemblée constituante, par exemple, la Démocratie chrétienne (DC) et le PCI (Parti communiste italien) ont inséré, dans la Constitution, le Concordat de 1929 entre l'Église et l'Italie fasciste, qui faisait du catholicisme la religion d'État, obligatoirement enseignée par des professeur-es choisies par l'autorité religieuse et payées par l'État, qui reconnaissait des effets civils au mariage religieux et des exonérations fiscales au Vatican. Quant au Code pénal de la période fasciste, il a été maintenu dans le Code de la République même si son inspiration autoritaire a été atténuée. Comme à l'époque du fascisme, il permet au juge d'imposer de sérieuses limitations à la liberté des citoyen-nes qui n'ont pas commis de crime.

C'est le cas de Maria Egarda Martucci, considérée comme « socialement dangereuse » et soumise à

deux ans de « surveillance spéciale » pour avoir lutté contre l'État islamique en allant soutenir la révolution au Rojava. Nous parlons d'un Code si répressif, que la vie d'un travailleur, tué par des patrons qui ne garantissent pas la sécurité de l'emploi, équivaut à seulement 5 ans de prison au maximum – mais dans les faits aucun patron n'a eu plus d'un an – tandis qu'un distributeur automatique endommagé lors d'une manifestation est considéré comme « dévastation et pillage » et vaut bien plus qu'une vie. Depuis 2012, un homme a payé pour ce crime avec 14 ans de prison. Aujourd'hui, le code fasciste frappe durement les chômeur-ses, les migrant-es, les sans-abri, les prostituées, les laveurs de vitres aux feux de signalisation, les junkies et les adolescent-es des banlieues.

À y regarder de plus près, la culture fasciste n'est pas marginale dans le pays, mais imprègne des secteurs décisifs de la vie démocratique. Aujourd'hui, en raison de l'effondrement de la gauche et de la crise économique qui est devenue systémique, les héritier-ères de la culture fasciste profitent de la colère de la population. Il-elles proposent un fascisme nettoyé par le révisionisme, mais qui conserve la férocité raciste et la vision hiérarchique de la société. Plus qu'une dictature, il-elles visent probablement à désarticuler les Institutions pour atteindre un tournant autoritaire dans un pays qui n'est que formellement démocratique.

Quels sont les liens entre l'appareil d'État et de police ?

La culture fasciste a des racines profondes au sein des forces de l'ordre. En 1946-47, les *Prefetti di carriera*⁸ du « Ventennio »⁹ remplacent leurs collègues nommés par le Comité de libération nationale et l'école de formation de la police républicaine est confiée à Guido Leto, ancien chef de l'OVRA, la police politique du Duce. Sans surprise, la piste fasciste du massacre de Piazza Fontana¹⁰, en 1969, a été volontairement étouffée.

Tout comme la police, la Magistrature complice du régime n'a pas été épurée et à l'aube de la République, elle a persécuté de manière honteuse les partisan-es communistes. À la fin du mois de juin 1946, immédiatement après l'amnistie, les juges ont en effet libéré 7.106 fascistes contre 153 partisans. Selon des chiffres approximatifs, le nombre de partisan-es arrêtés s'élevait pourtant à 2.474, les personnes arrêtées à 2.189 et celles condamnées à 1.007. Entre 1948 et 1952, lors de manifestations, les forces de l'ordre ont fait 65 victimes en Italie, trois en France et six en Allemagne et en Grande-Bretagne. En 1966, on découvre que les effets du code Rocco¹¹, qui a survécu au régime, ont produit 15.059 « persécutés

7. Les lois raciales fascistes précisent les mesures racistes prises en Italie en 1938 notamment contre les personnes de religion juive.

8. À l'époque fasciste, les *Prefetti* ont été des instruments auxquels Mussolini a eu recours pour sa politique de centralisation et pour le renforcement du pouvoir exécutif au niveau territorial. Ils dépendaient directement du ministère de l'Intérieur.

9. Le *Ventennio* correspond à la période historique durant laquelle le fascisme était au pouvoir en Italie, de 1922-1943.

10. Les années de Piazza Fontana sont appelées « les années de plomb ». Elles s'étalent des années 1960 aux années 1980 sont marquées par une radicalisation des organisations de gauche et de droite. La période a été caractérisée par des violences, par la lutte armée et des épisodes de terrorisme. L'attentat de la Piazza Fontana est un attentat à la bombe qui s'est produit à la Banca Nazionale dell'Agricoltura sur la Piazza Fontana dans le centre-ville de Milan.

11. Le code Rocco est le Code pénal social. Même s'il a été profondément modifié au fil de temps, il garde encore des traces des dispositions autoritaires de l'époque fasciste dans laquelle il a été fondé.

politiques» et 7.598 années de prison. La moyenne dépasse celle du Ventennio. Il est donc évident que l'Italie n'a jamais fait les comptes du fascisme malgré l'avènement de la République.

Récemment encore, certaines pratiques policières évoquent celles de la période fasciste. À Gênes en 2001, un manifestant de vingt ans a été tué par la police lors d'une grande manifestation contre le G8. Ces faits ont révélé les tortures commises par la police dans l'école Diaz, dans laquelle les manifestant·es de toute l'Italie et aussi d'Europe étaient venu·es pour rejoindre les assemblées du Forum social. L'Italie a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour torture et a été obligée d'indemniser celles et ceux qui avaient porté plainte.

En ce qui concerne la police, les partis « démocratiques » et les groupes néo-fascistes ont des positions différentes. Sur l'affaire Cucchi¹², un jeune homme tué par la police en 2009, Giorgia Meloni a rejeté l'idée de recourir au numéro d'identification sur le casque des agents : l'erreur, dit-elle, ne peut être utilisée pour attaquer le travail de la police qui est au service de l'État. Matteo Salvini a défendu les policiers et a attribué à la victime une vie dissolue qui ne mérite pas de pitié.

Quel est le discours qui a permis de toucher un électorat aussi large ?

Le succès de la droite vient d'abord de la crise de la gauche, éloignée des classes sociales qu'elle a représentées pendant plus d'un siècle, jusqu'à atteindre le libéralisme, devenant en fait le substitut de la droite. Malheureusement, ce sont des gouvernements de centre gauche qui ont bombardé la Serbie et modifié le titre V de la Constitution, au nom d'un fédéralisme qui a exacerbé le fossé Nord-Sud et déclenché la crise de l'université, de l'école et du service national de santé.

Lorsque Matteo Renzi¹³ a aboli l'article 18 du statut des travailleur·ses et frappé durement le monde du travail, la gauche est devenue le meilleur allié de la droite, qui s'est développée en exploitant ses ambiguïtés et ses erreurs grossières. L'adhésion au néolibéralisme, qui a produit des crises économiques répétées et alimenté l'émigration principalement des jeunes, le soutien non critique à l'Europe, même quand elle est devenue très différente de celle pensée par Spinelli, ont poussé l'électorat trahi à voter pour la droite ou pour le populisme du parti 5 étoiles.

Face à une gauche inerte et confuse, la droite a parlé au ventre d'un peuple appauvri, proie facile d'un grave illettrisme et d'une presse majoritairement aux mains d'un patron rétrograde et autoritaire. Leur succès est-il appelé à durer ? Ce n'est pas facile à dire, mais il y a un fait qui ne doit pas être négligé :



En 2001, à Gênes, se sont déroulées des manifestations anti-G8 qui ont entraîné des répressions violentes de la part de la police italienne.

la déception de la gauche n'a pas étouffé le besoin de justice sociale. Un besoin auquel la droite ne sait pas et ne veut pas donner de réponses.

Quelles sont ou devraient être les résistances et quel rôle pour les mouvements sociaux ?

La pandémie a mis en évidence les inégalités sociales qui mettent en accusation toutes les forces qui ont gouverné. Les gens sont fatigués des classes dirigeantes qui sont loin de leurs problèmes et qui à l'évidence des faits montrent qu'elles n'ont pas de solutions pour les classes les plus touchées par la crise économique et la pandémie. À cela s'ajoute une droite qui alimente les peurs.

Les représentants de la gauche ont déçu et sont discrédités, mais les masses populaires, les travailleur·ses précaires et les chômeur·ses reconnaissent encore leurs valeurs. En ce sens, le mouvement No-Tav¹⁴ est un modèle, tout comme l'enthousiasme qui a accueilli la récente expérience de Potere al Popolo¹⁵ montre le chemin. La pratique du mutualisme¹⁶, les Maisons du peuple, la participation et le soutien aux luttes pour la recherche et l'éducation, pour les droits des travailleur·ses, pour l'environnement et pour le contrôle populaire ramènent la gauche à ses origines et rouvrent le dialogue avec les masses découragées. C'est un premier pas qui unit et rapproche les politiques. Sur cette base, il est possible de tenter une résistance et de construire un chemin unitaire de solidarité et de lutte, à partir d'un premier point fixe : le rejet du néolibéralisme. #

Propos recueillis par Valeria LUCERA

12. S. Cucchi a été retrouvé mort quelques jours après avoir été arrêté par la police et incarcéré. Une enquête a permis d'établir qu'il est mort par manque de soins médicaux, de nourriture et d'eau. Cette affaire dépasse le drame d'une famille. Elle est devenue le symbole des « morts d'État » et de leur défiance envers la justice et les forces de l'ordre.

13. M. Renzi, à l'époque leader du Parti démocratique et Président du conseil des ministres, a aboli l'art. 18 qui permettait la réintégration en cas de licenciement illégitime injuste ou discriminatoire. Il a aussi réformé le marché du travail avec le « Jobs act » qui implique une déstructuration et une flexibilisation du monde du travail en Italie.

14. NoTav (TAV : treno ad alta velocità) est un mouvement populaire de la vallée de Susse de protestation contre le projet de construction de la ligne à moyenne vitesse (220 km/h) Lyon-Turin pour le transport de marchandises.

15. Le Pouvoir au Peuple est une alliance électorale née en 2017 et qui réunit de nombreux partis politiques, associations et centres sociaux italiens de gauche antilibérale.

16. Le mutualisme est une pratique née dans les pays du sud de l'Europe face à la crise, notamment en Grèce et en Italie. Les services minimums n'étant pas garantis, comme les soins médicaux ou encore l'accueil des étranger·ères, des citoyen·nes et des collectifs s'organisent pour pallier ce manque dans une optique d'aide réciproque qui permet de créer du lien social et de pouvoir dénoncer et agir ensemble pour revendiquer les droits bafoués par les institutions. En Italie, Potere al Popolo est une des organisations qui pratique le mutualisme via les maisons du peuple, lieux de regroupement social et d'organisation d'actions collectives au niveau territorial, de quartier ou de la ville.



AU FIL DES PAGES

Pouvoir suivre un master universitaire, même si l'on travaille. Comprendre et analyser les enjeux économiques et sociaux contemporains, élaborer avec d'autres des projets et des propositions, et ce dans un cadre universitaire. C'est ce qu'offre la FOPES – la Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale via un Master en politique économique et sociale à horaire décalé de trois ans.



Cette formation s'adresse à des adultes exerçant une activité professionnelle ou des engagements sociétaux et vise à les soutenir dans l'élaboration de projets d'innovation sociale. Elle associe plusieurs disciplines des sciences humaines : la sociologie, l'économie, la philosophie, les sciences politiques et la psychologie sociale.

Adaptés aux contraintes d'adultes en reprise d'études, les cours sont organisés à horaire décalé et combinent cours classiques, travaux de groupe, travail individuel et séminaires. Le programme favorise les pédagogies participatives et innovantes. Trois groupes démarrent chaque année, à Louvain-la-Neuve et en Wallonie. #



Pour tout savoir sur le programme, les pistes d'accès et les débouchés, des séances d'information sont organisées dans différentes régions. Les lieux et dates sont repris sur le portail : <https://uclouvain.be/fr/facultes/esp/fopes/seances-d-information.html>

NOUS VOUS EN PARLONS...

Nous vous en avons souvent parlé ces derniers mois dans les pages de *Démocratie*, la situation des 150.000 sans-papiers présents sur le territoire belge continue de se dégrader. C'est pourquoi le Mouvement ouvrier chrétien et ses organisations constitutives se joignent à la Coordination des sans-papiers de Belgique et à Sans-papiers TV pour lancer la grande campagne nationale « We are Belgium too ». Cette campagne de mobilisation est portée par les personnes sans-papiers et s'adresse à toutes les citoyennes et tous les citoyens belges. Le but ? Trouver 150.000 porte-voix pour signer la pétition pour la régularisation des sans-papiers ! Cette campagne demande la régularisation des personnes sans-papiers qui se



trouvent en Belgique sur base de critères clairs et permanents, que sont les attaches durables, le travail, l'inéloignabilité et le risque d'atteinte à un droit fondamental en cas de retour ; ainsi que la création d'une commission de régularisation indépendante. Comme l'explique Véronique Oruba, Secrétaire nationale du MOC : « Les personnes sans-papiers sont invisibilisées. Cette campagne, qui a démarré le 10 mars 2021, a avant tout pour but de solidariser la population avec les sans-papiers ». Rejoignez les

16.000 citoyen·nes qui ont déjà signé la pétition ! Retrouvez la lettre ouverte des personnes sans-papiers à leurs voisins et voisines ainsi que la pétition sur le site de la campagne www.wearebelgiumtoo.be #

Comité de rédaction

• M. BUCCI • A. ESTENNE • P. FELTESSE • D. DECOUX
• L. LAMBERT • P. LEDECO • A. MAIA • T. MIESSEN
• V. ORUBA • P. PALSTERMAN • C. POLAIN • F. REMAN
• C. STEINBACH • A. TRIGALET

Rédactrice en chef Stéphanie BAUDOT

Journaliste Élodie JIMÉNEZ ALBA

Photo Une © Cold Indrid

Site www.revue-democratie.be

E-mail democratie@moc.be

Administration Lyiane METTENS tél. : 02 246 38 43

Avec le soutien de Mouvement Social scrl

Éditeur responsable Dominique DECOUX

Centre d'information et d'éducation populaire du MOC (CIEP ASBL) BP50 – 1031 Bruxelles

Démocratie est publié sans but lucratif

Pour recevoir *Démocratie*

Par domiciliation, demandez un avis de domiciliation en téléphonant au 02 246 38 43

(ou via lyiane.mettens@ciep.be). Vous payez 20 EUR par an ou 10 EUR par semestre.

Par virement bancaire, versez la somme de 25 EUR (pour les 12 prochains numéros)

ou de 43 EUR (24 prochains numéros) sur le compte BE95-7995-8743-7658

avec la mention « DÉMOCRATIE »

GAVROCHE@MOC.BE

Un Traité international pour lutter contre les pandémies. En voilà une bonne idée ! Macron, Merkel, Michel l'ont bien compris. Ils l'ont déjà signé. Défendre la santé à un niveau international dans un contexte de pandémie, ça semble tellement évident... c'est un peu comme défendre les énergies renouvelables dans un contexte de catastrophe climatique. Ça tombe sous le sens. Et pourtant... On ne peut pas dire que ce soit l'orientation qui ait été choisie par nos gouvernements jusqu'à présent. Au Royaume-Uni, l'université d'Oxford avait annoncé qu'elle ferait d'AstraZeneca un bien public avant de se rétracter un peu plus tard. C'est par le truchement d'un certain Bill défendant la propriété intellectuelle que l'option du brevet aura finalement été retenue. Ce même Bill qui détient une fondation qui porte son nom, principal bailleur du GAVI... l'alliance du vaccin qui a pour but d'accélérer les progrès des pays pauvres dans les possibilités d'accès aux vaccins. Étrange... Et dans l'UE ? C'est à peu près pareil. Elle se lance dans la défense d'un accès garanti universel et équitable aux vaccins et aux médicaments. On imaginerait donc qu'elle défende un accès universel aux brevets des vaccins. Et bien non ! C'est même l'inverse. L'Union s'oppose farouchement à l'utilisation ouverte de ces brevets. Incroyable, non ? Et que dire de ce principe de non-discrimination dans l'accès au vaccin ? Une vaste foutaise quand on voit comment les pays se tirent dans les pattes pour assurer leur propre approvisionnement, au mépris des pays du Sud. On se demande dans quel jeu on joue. Le jeu de dupe peut-être ? #